

DÉCLARATION DES MILITANTS DE L'U.A.S.

L'internationalisme tient une place particulière dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il signifie que l'exploitation ne connaît pas de frontière, il est l'affirmation de la fraternité qui reste une valeur fondamentale du mouvement ouvrier et affirme haut et fort la nécessité d'une action internationale contre toutes formes «*d'exploitation de l'homme par l'homme*» et de totalitarisme.

Bien plus qu'un idéal, l'internationalisme est un gage d'efficacité. Nous ne sommes pas de ceux qui confondent l'internationalisme prolétarien avec le mondialisme économique ou avec l'universalisme catholique. A la mondialisation capitaliste, nous opposons l'internationalisme qui suppose l'existence de nations indépendantes.

C'est pourquoi l'U.A.S., avec d'autres courants du mouvement ouvrier, apporte sa pierre à l'édification de l'*Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples*, c'est la raison pour laquelle nous soutenons pleinement l'organisation de la *Conférence ouvrière internationale* de Berlin, où, dans le respect de leurs diversités, des militants et organisations du monde entier vont confronter leurs points de vues et exposer les difficultés auxquelles ils doivent faire face.

Parce que nous sommes des internationalistes conséquents, nous n'avons de cesse de dénoncer l'Europe du capital et l'Europe vaticane que la bureaucratie de Bruxelles veut nous imposer. En France, l'Europe des Régions, tant vantée, n'est ni plus ni moins qu'un retour à l'Ancien Régime, le vieux rêve de l'*Action française* de Maurras et la meilleure façon de détruire les conquêtes ouvrières acquises dans le cadre national (conventions collectives, statut de la fonction publique...) Le principe de subsidiarité, véritable clé de voûte de ce nouveau «*Saint-Empire-Romain Germanique*» est directement issu de la doctrine sociale de l'Église, fondement du corporatisme.

Le projet des «*eurocrates*» consiste à intégrer les syndicats, via la C.E.S., à la mise en œuvre des directives européennes, la *Commission Européenne* décide et les syndicats subsidiaires contribuent à mettre en œuvre la destruction des droits politiques, économiques et sociales, partout en Europe. La lutte pour la défense de l'indépendance syndicale est donc cruciale, nous mettrons tout en œuvre pour que le mouvement syndical ne devienne pas une institution subsidiaire.

Le rôle qui échoit aux gouvernements européens n'est pas différent Ils sont également des subsidiaires dont la marge de manœuvre est réduite à sa plus simple expression: le maintien de l'ordre. Les citoyens français ne sont pas dupes et sont de plus en plus nombreux à s'abstenir lors des différentes élections. Dans ce contexte, il ne faut pas compter sur les militants de l'U.A.S. pour soutenir ou voter pour un candidat quel qu'il soit lors des prochaines élections présidentielles.

En revanche, nous œuvrons pour mobiliser avec tous ceux qui veulent lutter pour reconquérir la démocratie, préservez l'indépendance syndicale et construire une internationale ouvrière qui, à l'image de la première internationale, devra être le centre de l'union des courants authentiques du mouvement ouvrier.

Paris, les 5 et 6 janvier 2002.
